

DIJON, LE 16 FEV. 2010

ARRETE PREFECTORAL

PORTANT MISE EN DEMEURE

SAS « Société des Carrières d'Etrochey »

Communes de BEAUNOTTE et AIGNAY-LE-DUC

LE PRÉFET DE LA RÉGION BOURGOGNE,
PRÉFET DE LA CÔTE D'OR
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU le Code de l'Environnement et notamment son article L 514-1,
- VU le titre premier de la partie réglementaire du Livre V du Code de l'Environnement,
- VU l'arrêté préfectoral du 18 novembre 1995 autorisant la SAS « Société des Carrières d'Etrochey » dont le siège social est situé BP2 – ETROCHEY – 21401 CHATILLON-SUR-SEINE, à exploiter une carrière à ciel ouvert de pierre calcaire et ses installations annexes sur le territoire des communes de BEAUNOTTE au lieu-dit « Sur la Grande Roche » parcelle n°14 section ZC, AIGNAY-LE-DUC au lieu dit « Ferme de Chevigny » parcelle n°13 section F, partie du chemin rural n°11 sur une superficie de 22 ha 80 a 45 ca,
- VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 juillet 1999 précisant les modalités de constitution des garanties financières pour la carrière,
- VU l'Ordonnance du Tribunal de Commerce de Dijon en date du 19 juin 2009, désignant Maître BOURTOURAUULT, 12 Bd Thiers – 21 000 DIJON, administrateur provisoire de la SAS « Société des Carrières d'Etrochey »,
- VU le rapport de M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Région Bourgogne, en date du 28 janvier 2010,
- CONSIDERANT que les garanties financières constituées sont arrivées à échéance,
- CONSIDERANT que l'article 4 de l'arrêté de constitution de garanties financières susvisé indique que le renouvellement des garanties financières doit être adressé par le titulaire de l'autorisation au Préfet au moins 6 mois avant leur échéance,
- CONSIDERANT que l'acte de renouvellement des garanties financières n'est pas parvenu à la Préfecture,
- SUR proposition de la secrétaire générale de la préfecture,

ARRETE

ARTICLE 1er -

En application de l'article L.514-1 du Code de l'environnement, la SAS « Société des Carrières d'Etrochey » dont le siège social est situé BP2 – ETROCHEY – 21401 CHATILLON-SUR-SEINE, représentée par Maître BOURTOURAULT, Administrateur provisoire, est mise en demeure de respecter les dispositions de renouvellement des garanties financières prévues par l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 9 juillet 1999 dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, pour sa carrière de BEAUNOTTE et AIGNAY-LE-DUC.

Le montant du renouvellement des garanties financières est précisé dans l'arrêté préfectoral relatif à la constitution des garanties financières et devra tenir compte de l'évolution de l'indice TP01

En cas de non renouvellement des garanties financières sous un mois, l'activité sera suspendue conformément aux dispositions de l'article 5 de l'arrêté préfectoral du 9 juillet 1999 et de l'article L. 514-1 du Code de l'environnement.

ARTICLE 2 -

Délais de recours (article L514-6 du code de l'environnement)

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Dijon – 22, rue d' Assas 21 000 Dijon -. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant, il commence à courir du jour où la présente décision leur a été notifiée. Les tiers disposent d'un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage du présent acte.

ARTICLE 3 -

La Secrétaire Générale de la Préfecture de la Côte d'Or, les Maires de BEAUNOTTE et AIGNAY-LE-DUC, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Région Bourgogne et l'Administrateur provisoire de la Société SAS « Société des Carrières d'Etrochey » sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté dont une copie sera notifiée à :

- . M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,
(2 exemplaires)
- . M. le directeur du services archives départementales,
- . M. le maire de BEAUNOTTE,
- . M. le maire d'AIGNAY-LE-DUC,
- . M. l'administrateur provisoire de la SAS « Société des Carrières d'Etrochey »

FAIT à DIJON, le

16 FEV. 2010

Le PRÉFET,

Pour le Préfet en par délégation,
La Secrétaire Générale

Martine JUSTON